

**Assemblée générale**

Distr. générale
29 août 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme**Vingt et unième session**

Point 10 de l'ordre du jour

Assistance technique et renforcement des capacités**Assistance technique et renforcement des capacités dans
le domaine des droits de l'homme au Soudan du Sud****Rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de
l'homme****Résumé*

Le présent rapport est soumis conformément à la résolution 18/17 du Conseil des droits de l'homme sur l'assistance technique et le renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme au Soudan du Sud. Il contient une présentation des difficultés auxquelles le Soudan du Sud, nouvel État encore peu développé sortant de plusieurs décennies de guerre, doit faire face en matière de droits de l'homme. Il identifie les points d'entrée prioritaires pour aider le Gouvernement sud-soudanais à promouvoir et protéger les droits de l'homme.

La Haut-Commissaire souligne qu'il est important de soutenir l'action menée actuellement par le Gouvernement et les partenaires de développement pour renforcer les capacités des institutions chargées de l'application des lois et formule des recommandations ciblées sur le moyens d'action susceptibles de remédier aux principales lacunes en matière de capacités.

* Soumission tardive.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–8	3
II. Contexte	9–15	4
III. Difficultés et priorités dans le domaine des droits de l’homme	16–35	5
A. Protection.....	19–21	6
B. Administration de la justice et État de droit.....	22–26	7
C. Protection de la liberté d’expression, d’association et de réunion	27–29	8
D. Promotion et protection des droits des femmes	30–31	9
E. Droits économiques, sociaux et culturels.....	32	9
F. Lacunes du cadre juridique de protection des droits de l’homme	33–35	10
IV. Domaines prioritaires en matière d’assistance technique.....	36–61	10
A. Cadre juridique	42–46	11
B. Pouvoir judiciaire.....	47–52	12
C. Police nationale du Soudan du Sud.....	53–55	13
D. Administration pénitentiaire du Soudan du Sud	56	13
E. Commission des droits de l’homme.....	57–60	14
F. Programmes de sensibilisation à l’égalité des sexes	61	14
V. Conclusion et recommandations	62–64	15

I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis conformément à la résolution 18/17 du Conseil des droits de l'homme, par laquelle le Conseil a invité le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) à définir et évaluer, en collaboration avec le Gouvernement du Soudan du Sud, les domaines appelant une assistance, à l'aider, à sa demande, dans ses activités de promotion et de protection des droits de l'homme et à faire rapport au Conseil des droits de l'homme sur l'exécution de la résolution 18/17 à sa vingt et unième session.
2. Dans sa résolution 18/17, le Conseil des droits de l'homme a accueilli avec satisfaction les engagements pris par le Gouvernement du Soudan du Sud de renforcer les mécanismes nationaux de promotion et de protection des droits de l'homme, et lui a demandé d'honorer ces engagements. Le Conseil a par ailleurs encouragé la communauté internationale à fournir une assistance technique et financière au Gouvernement afin de soutenir l'action qu'il mène en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme.
3. Du 8 au 12 mai 2012, la Haut-Commissaire s'est rendue au Soudan du Sud, où elle a rencontré le Président et les hautes autorités du pays, la Commission des droits de l'homme du Soudan du Sud, la Chef de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), d'autres partenaires des Nations Unies et des organisations de la société civile. Elle s'est également rendue à Bor, dans l'État du Jongléï. La mission a par ailleurs donné l'occasion à la Haut-Commissaire d'observer elle-même la situation des droits de l'homme au Soudan du Sud et de s'entretenir avec diverses parties prenantes sur les moyens de faire progresser le programme du pays en matière de droits de l'homme.
4. À sa suite, une équipe du HCDH s'est rendue en mission au Soudan du Sud du 13 au 18 mai 2012. S'appuyant sur la visite de la Haut-Commissaire, l'équipe a organisé des réunions approfondies sur les aspects opérationnels avec différents acteurs étatiques, dont des représentants du Ministère de la justice, de la Commission des droits de l'homme, de la Commission de réforme législative, de la Commission de révision constitutionnelle, du Comité des droits de l'homme et des affaires humanitaires de l'Assemblée nationale du Soudan du Sud et le Vice-Président de la Cour suprême du Soudan du Sud. L'équipe a également rencontré des responsables de la MINUSS et d'autres institutions et organismes des Nations Unies opérant dans le pays, ainsi que des représentants d'ONG nationales et internationales.
5. Le présent rapport est fondé sur les informations fournies au HCDH par le Gouvernement du Soudan du Sud, la MINUSS et d'autres sources, notamment des organismes, fonds et programmes des Nations Unies au Soudan du Sud.
6. Le 26 avril 2012, le HCDH a adressé à tous les États membres accrédités auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et de tous les organismes, fonds et programmes des Nations Unies une note verbale sollicitant des informations sur l'aide qu'ils pourraient apporter au Soudan du Sud. Le Canada, l'Espagne, la Grèce, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège et la Slovaquie, de même que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) ont envoyé des contributions: actuellement, tous financent et mettent en œuvre des programmes relatifs aux droits de l'homme au Soudan du Sud.
7. Une version préliminaire du présent rapport a été communiquée au Gouvernement du Soudan du Sud pour que celui-ci formule des observations factuelles.

8. Le HCDH tient à remercier le Gouvernement du Soudan du Sud, la MINUSS, les organismes des Nations Unies opérant au Soudan du Sud et les membres des organisations de la société civile pour leur coopération et leur contribution au présent rapport.

II. Contexte

9. Après près de deux décennies de guerre civile entre le Nord et le Sud, et une période transitoire d'autonomie de cinq ans et demi en vertu de l'Accord de paix global de 2005, le Soudan du Sud a accédé à l'indépendance le 9 juillet 2011 suite au référendum qui, organisé en janvier de la même année, a tranché à une écrasante majorité en faveur de la sécession d'avec le Soudan.

10. Pendant la période transitoire de six ans fixée par l'Accord de paix global, le Soudan du Sud, qui disposait alors d'un statut autonome, a franchi les principales étapes politiques de la transition et créé des institutions nationales. La Constitution de transition promulguée pour cette période transitoire énonçait les droits des citoyens et les principales fonctions des différents organes de l'État. Le Gouvernement a mis en place le Plan de développement du Soudan du Sud, qui énonçait les principaux objectifs et activités de l'État. Le Soudan du Sud a par ailleurs commencé à créer et organiser les principales fonctions de l'État, notamment la fiscalité et le recouvrement des impôts, et préparé les principaux textes de loi. Cette période a également été marquée par le retour de plus de 2 millions de Sud-Soudanais, dont une bonne partie en provenance des pays voisins.

11. Nouvel État, le Soudan du Sud se heurte à un certain nombre de difficultés sérieuses et complexes. Sa capacité à fournir des services de base, à assurer la sécurité et à promouvoir l'État de droit et les droits de l'homme demeure faible. Son économie est presque entièrement dominée par le secteur pétrolier, la pauvreté est généralisée et la majeure partie du pays manque d'infrastructures. La corruption est omniprésente et les mécanismes de responsabilité susceptibles de prévenir le détournement ou la mauvaise gestion des ressources publiques sont rares. Plus de 80 % du budget annuel de l'État, soit 2 milliards de dollars (montant actuellement réduit en raison des mesures d'austérité prises suite à l'arrêt des exportations de pétrole, qui représentaient 98 % des recettes publiques), sont consacrés à la rémunération des forces de sécurité et de la fonction publique, de telle sorte que l'économie ne repose que sur les salaires du secteur public. Les investissements dans les infrastructures, les services de base et le développement, surtout hors de Djouba, la capitale, sont infimes. Il s'ensuit que l'État ne dispose pas des infrastructures nécessaires pour protéger et accueillir le grand nombre de rapatriés en provenance du nord et des pays voisins. En outre, le nouvel État est aux prises avec la violence et l'insécurité causées par les tensions intercommunautaires permanentes, les exactions commises par les forces de sécurité, la faiblesse des institutions chargées de l'application des lois et les relations fragiles et tendues avec le Soudan voisin.

12. Pour aggraver encore la situation, après des décennies de marginalisation et de guerre le Soudan du Sud se caractérise par certains des pires indicateurs de développement humain du monde. Plus de 90 % de la population vivaient sous le seuil de pauvreté et la moitié des enfants ne sont pas scolarisés. La région enregistre le deuxième plus fort taux de mortalité liée à la maternité du monde et, dans une année type, 20 % de la population ont du mal à se nourrir. Moins de 40 % de la population ont accès aux soins de santé et l'on dit qu'une adolescente de 15 ans a plus de risques de mourir pendant une grossesse ou un accouchement que d'achever ses études secondaires. S'ajoute à ces difficultés un taux d'analphabétisme élevé, qui se traduit par une méconnaissance des droits de l'homme et des valeurs démocratiques.

13. Un défi majeur à relever est le développement des institutions chargées des affaires publiques et de l'application des lois selon les principes de participation politique sans exclusive et de transparence. La capacité de nombreuses institutions publiques demeure faible, qu'il s'agisse du pouvoir législatif, du pouvoir judiciaire ou des principales institutions de l'exécutif, mais également du commandement de l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA) et des organismes chargés de l'application des lois. Le cadre juridique et l'État de droit, y compris le système de droit coutumier, sont inadéquats. De nombreuses lois ne sont pas encore en place, tandis qu'un grand nombre d'autres textes législatifs doivent être mis en conformité avec le droit international des droits de l'homme. Le Soudan du Sud doit encore ratifier tous les principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

14. La présence insuffisante de l'État, surtout en dehors des grandes zones urbaines, se traduit par une militarisation croissante des civils. Dans de nombreuses régions, la police, le ministère public et l'appareil judiciaire souffrent d'un manque chronique de ressources et de formation. Les progrès accomplis en matière de professionnalisation, grâce à des programmes de formation et à la création d'un centre national de formation, n'ont pas réglé tous les problèmes de la Police nationale du Soudan du Sud, dont le taux d'analphabétisme est estimé à 90 %. Ce manque de compétences explique en partie l'usurpation des pouvoirs de police par la SPLA. La création d'institutions nationales comme la Commission des droits de l'homme a été fortement affectée par les récentes mesures d'austérité. C'est pourquoi la Commission n'a ni les capacités ni les ressources nécessaires pour s'acquitter de ses fonctions officielles et de sa mission de surveillance.

15. Si un grand nombre des menaces pesant sur la sécurité et la stabilité du Soudan du Sud viennent de l'intérieur, les relations avec le Soudan se sont détériorées la première année d'existence du pays, au point d'amener les deux États au bord de la guerre. Les tensions politiques entre eux ont persisté au lendemain de l'indépendance, certains aspects majeurs de l'Accord de paix global n'ayant pu être résolus, notamment la délimitation des frontières, le partage des richesses et le sort du territoire disputé d'Abyei. Les tensions se sont ravivées lorsque des combats ont éclaté à Abyei et dans les États soudanais du Kordofan et du Nil Bleu. Le Soudan accuse le Soudan du Sud de soutenir les insurgés de l'Armée populaire de libération du Soudan Nord (SPLA-N), accusation réfutée par le Gouvernement de Djouba. La plus récente escalade de violence, la pire depuis l'indépendance du Soudan du Sud, a eu lieu en avril 2012, lorsque ce dernier a pris le contrôle d'Heglig, région pétrolière assurant près de la moitié de la production totale de pétrole du Soudan, accusé d'utiliser la région pour lancer des attaques contre le Soudan du Sud. En réponse à la pression internationale, le Gouvernement du Soudan du Sud a annoncé le retrait inconditionnel de la SPLA de Heglig. Dans le même temps, les combats entre les forces armées soudanaises et la SPLA-N dans les États soudanais du Kordofan méridional et du Nil Bleu, et leurs alliés, ont entraîné un afflux massif de réfugiés au Soudan du Sud: plus de 170 000 personnes se sont installées dans les États du Haut-Nil et de l'Unité.

III. Difficultés et priorités dans le domaine des droits de l'homme

16. Nouvel État émergent d'années de conflit et de sous-développement, le Soudan du Sud doit faire face à de nombreuses difficultés en matière de droits de l'homme, qui constituent une menace pour la paix, la sécurité et la stabilité du pays et de la région. Le Gouvernement s'est engagé à promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et a quelque peu progressé en mettant en place des lois et des politiques à

cet effet. À l'occasion de l'Examen périodique universel du Soudan du Sud¹, le Gouvernement a fait valoir qu'il avait commencé à mettre en place son administration et ses institutions de gouvernance après la signature de l'Accord de paix global, notamment une Commission des droits de l'homme chargée de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Il a également déclaré que sa Constitution de transition prévoyait des dispositions incorporant les principes et dispositions fondamentaux en matière de droits de l'homme, notamment ceux du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

17. En dépit des progrès susmentionnés, les délégations ont soulevé un certain nombre de questions et exprimé leurs préoccupations au cours de l'Examen périodique universel, notamment l'impact des conflits armés sur les civils, la lutte contre l'impunité, la nécessité pour le pays d'achever sa transition d'une société militarisée à un système démocratique fondé sur l'État de droit, la création de mécanismes de défense des droits de l'homme efficaces garantissant le respect des droits de l'homme, notamment des institutions nationales des droits de l'homme satisfaisant aux Principes de Paris, la ratification des principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et la proclamation d'un moratoire sur toutes les exécutions capitales en vue de l'abolition définitive de la peine de mort². La plupart des recommandations issues de l'Examen périodique universel restent encore à mettre pleinement en œuvre.

18. Les principales difficultés en matière de droits de l'homme soulignées dans le présent rapport renvoient aux recommandations issues de l'Examen périodique universel et portent sur l'incapacité du Gouvernement à protéger les civils, sur la faiblesse de l'administration de la justice et de l'État de droit, sur la nécessité de protéger les droits des femmes, sur l'exercice restreint des droits sociaux et économiques, et sur la nécessité de combler les lacunes du cadre juridique.

A. Protection

19. C'est au Gouvernement du Soudan du Sud qu'il incombe au premier chef de garantir la sécurité et la protection de sa population civile. Le grand nombre de pertes humaines dues au conflit armé montre l'incapacité de l'État à protéger ses civils. La très grande majorité des victimes d'actes de violence dans le pays sont des civils, y compris des femmes et des enfants. Les auteurs de ces actes sont divers, allant du bandit isolé à des groupes ethniques lourdement armés, parfois mobilisés en masse. Si des tensions entre différents groupes existent depuis des générations au Soudan du Sud, la violence a considérablement augmenté du fait de la prolifération des armes à feu. Pour la seule année 2011, des conflits violents auraient fait plus de 3 000 morts³. Le conflit ne peut que s'aggraver car les communautés locales et le nombre croissant de réfugiés revenant du Soudan et des pays voisins se disputent les ressources, qui sont déjà limitées.

¹ Le Soudan du Sud a participé à la onzième session de l'examen périodique universel, en mai 2011, alors qu'il n'était pas encore un État indépendant. L'examen s'est déroulé selon des modalités spécifiques tenant compte du statut autonome du Soudan du Sud durant la période de transition de l'Accord de paix global.

² Voir A/HRC/18/16, par. 83 et 84.

³ Voir le rapport sur le Plan-cadre des Nations Unies pour le développement du Soudan du Sud (2012/13).

20. En décembre 2011 et janvier 2012, l'État du Jongleï a connu de graves violences intercommunautaires qui ont fait un grand nombre de victimes et provoqué un déplacement massif de civils. Un rapport publié par la MINUSS suite à cet incident a conclu que l'incapacité du Gouvernement à protéger les civils contre la violence, à enquêter sur les incidents précédents et à amener les auteurs devant la justice avait contribué aux attaques, qui avaient fait plus de 800 morts⁴. Mi-octobre 2011, le Gouvernement a lancé au Jongleï une opération de désarmement de la population civile pour remédier à la prolifération massive des armes dans cet État. Des allégations de violations des droits de l'homme lors de cette opération, notamment de violences sexuelles commises par les forces de sécurité, ont été signalées.

21. Les civils continuent d'être les premières victimes des affrontements frontaliers entre le Soudan du Sud et le Soudan. Malgré les efforts de la communauté internationale pour résoudre les différends entre les deux États, au cours de la période examinée le Soudan a poursuivi ses attaques aériennes aveugles contre le Soudan du Sud, causant de nombreux décès et le déplacement massif de civils le long des zones frontalières. L'afflux de personnes déplacées a entraîné des problèmes de protection. En raison des fortes pluies, l'accès aux principaux camps le long de la frontière s'est trouvé limité, y compris pour les observateurs des droits de l'homme, de sorte que les déplacés ont été confrontés à une catastrophe humanitaire. De plus, l'insécurité générale aurait été marquée par de nombreux actes de violence sexuelle.

B. Administration de la justice et État de droit

22. L'une des conséquences de toutes ces années de conflit armé et de sous-développement au Soudan du Sud est un système de justice faible, inefficace et inapproprié. Le manque de fonctionnaires de police professionnels et de juges et juristes qualifiés dans une bonne partie du pays, mais aussi de formation de base, d'infrastructures, de transports et d'équipements, porte gravement atteinte à l'administration de la justice. La couverture territoriale et le champ de compétence du système de justice formel sont réduits et l'accès à la justice demeure extrêmement limité. La capacité de nombreuses institutions publiques à garantir l'État de droit et à promouvoir et protéger les droits de l'homme est médiocre. Le système de justice traditionnel, qui couvre plus de 80 % du pays, repose essentiellement sur les pratiques coutumières et traditionnelles qui, très souvent, contreviennent aux dispositions légales et aux normes internationales relatives aux droits de l'homme. Ces déficiences chroniques ont un effet négatif sur l'administration de la justice, en particulier le droit à une procédure régulière et à un représentant légal.

23. La peine capitale est toujours en vigueur au Soudan du Sud: en 2011, au moins six détenus ont été exécutés sans avoir été représentés par un conseil. L'accès à l'aide juridictionnelle est limité et les avocats sont chers et rares dans la plupart des régions. Du fait des capacités insuffisantes en matière de poursuites et du petit nombre de juges, l'administration de la justice est marquée par des violations des droits de l'homme: longueur des procédures, détentions provisoires abusives ou prolongées, et prisons surpeuplées.

24. Les fonctionnaires de police n'étant pas correctement formés, les arrestations et les détentions arbitraires sont fréquentes au Soudan du Sud et s'accompagnent souvent d'autres graves violations des droits de l'homme telles que la torture et autres mauvais traitements

⁴ Voir le rapport de la MINUSS sur les incidents de violence intercommunautaire au Jongleï, Soudan du Sud, 25 juin 2012. Disponible à l'adresse <http://unmiss.unmissions.org/Default.aspx?tabid=4969&language=en-US>.

des détenus, et la détention prolongée. De nombreuses personnes ont été placées en détention suite à des arrestations et des poursuites entachées d'erreurs ou sans fondement juridique justifié. Divers acteurs étatiques, notamment la police, l'armée et le personnel de sécurité, sont responsables de ces abus. L'intervention de personnalités militaires et politiques dans le système judiciaire conduit parfois à des arrestations et des détentions arbitraires: la police agit sur instruction ou sous la menace et non conformément à la loi. L'arrestation et la détention de membres de la famille d'un suspect restent courantes, tout comme le placement en détention comme mesure de protection, l'emprisonnement pour dette et la détention provisoire prolongée. Parfois, les enfants sont jugés et incarcérés avec des adultes, et ne bénéficient pas de programmes de réadaptation ou de possibilités d'enseignement suffisantes en prison. Le pays ne possédant aucun établissement psychiatrique, les personnes montrant des signes d'instabilité mentale sont souvent envoyées en prison. À cela s'ajoute que les conditions de détention, dans tout le pays, sont exécrables: les cellules sont surpeuplées et privées d'hygiène, et les infrastructures sont délabrées.

25. L'impunité est monnaie courant au Soudan du Sud, en particulier parmi les membres des forces de sécurité. Les membres de l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA) refusent souvent de se soumettre à l'autorité civile. Bien souvent, les violations des droits de l'homme ne font l'objet d'aucune enquête, de sorte que les auteurs sont rarement identifiés et traduits en justice. Les agents de la sécurité de l'État jouissent souvent d'une impunité apparemment totale en cas de violation des droits de l'homme, notamment d'arrestation et de détention arbitraires, de mauvais traitements à l'égard de détenus, de violences sexuelles et sexistes, et de violation du droit à la vie.

26. L'absence presque totale de capacités en termes d'enquête et de poursuites concernant les infractions pénales commises dans le cadre de violences intercommunautaires est extrêmement préoccupante. Malgré l'instauration d'un comité d'enquête après les actes de violence qu'a connus le Jonglei, le Gouvernement doit encore prouver qu'il est résolu à ce que les responsables répondent de leurs actes. En mars 2011, suite à une enquête dirigée par les Nations Unies, le Gouvernement a d'ailleurs formé un comité pour enquêter sur les allégations de torture, de viol et de décès de détenus à l'école de police située près de Djouba. Le comité a présenté ses conclusions et ses recommandations au Gouvernement. À ce jour, aucune action n'a été engagée pour obliger les auteurs à répondre de leurs actes.

C. Protection de la liberté d'expression, d'association et de réunion

27. Au Soudan du Sud, des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme sont victimes d'intimidations et d'arrestations dans le cadre de leurs activités. Les forces de sécurité de l'État auraient harcelé, arrêté puis placé en détention arbitrairement des journalistes qui auraient publié des articles critiquant le Gouvernement. En novembre 2011, les forces de sécurité ont arrêté sans chef d'inculpation le rédacteur et le rédacteur adjoint d'un journal local après la publication d'un article critiquant le Président. Les deux journalistes ont indiqué qu'ils avaient été battus et torturés pendant leur détention. De la même façon, en mai 2012 un journaliste radio a été placé en détention à Rumbek, dans l'État des Lacs, pour avoir participé à une émission de radio au cours de laquelle des auditeurs avaient téléphoné pour accuser des fonctionnaires de police d'avoir demandé de l'argent à des citoyens pour enregistrer leur plainte.

28. Par peur d'être harcelées et intimidées, entre autres, les organisations de la société civile n'ont pas pu jouer un rôle efficace pour sensibiliser la population aux droits de l'homme. À cela s'ajoute que la majorité de ces organisations n'ont pas la formation, l'expertise et les ressources nécessaires pour participer concrètement au processus de

démocratisation, ainsi qu'à la promotion et à la protection des droits de l'homme. L'une des principales difficultés est de fournir l'aide nécessaire pour renforcer efficacement la capacité de la société civile à surveiller la situation des droits de l'homme, à en faire rapport et à les défendre auprès du Gouvernement.

29. Des membres de plusieurs groupes politiques et d'opposition de tout le pays ont été arrêtés et détenus arbitrairement par la SPLA en raison de leurs activités politiques. Dans l'État du Haut-Nil, les Nations Unies se sont vu refuser l'accès à neuf membres du Mouvement populaire de libération du Soudan pour un changement démocratique qui auraient été placés en détention par la SPLA. La SPLA a nié détenir ces hommes. De la même façon, les Nations Unies n'ont pas pu avoir accès à des prisonniers soudanais, la plupart issus du Darfour et de la tribu des Misseriya, qui seraient détenus par la SPLA pour des raisons politiques.

D. Promotion et protection des droits des femmes

30. Au Soudan du Sud, les femmes et les filles continuent d'être confrontées à la discrimination et aux mauvais traitements, dont la violence familiale, le mariage forcé et les violences sexuelles. Malgré l'engagement pris par le Gouvernement en faveur de l'autonomisation des femmes, la discrimination à leur encontre reste endémique et répandue, exacerbée en partie par les pratiques culturelles et traditionnelles. Les femmes et les filles sont fréquemment privées de leurs droits fondamentaux tels que le droit à l'enseignement, le droit de choisir son conjoint et le droit de posséder un bien ou d'en hériter.

31. Bien que la Constitution de transition et la législation du Soudan du Sud prévoient des garanties pour la protection des femmes et des filles, celles-ci sont rarement appliquées. Les infractions pénales graves à l'encontre des femmes font rarement l'objet d'une enquête. Les problèmes relevant du droit de la famille, du mariage, du divorce et de la garde des enfants tendent à être traités selon le droit coutumier, qui ne garantit pas l'égalité des droits entre les femmes et les hommes, et s'attache davantage à réconcilier les parties qu'à sanctionner les coupables. Ces inégalités profondément ancrées affectent toutes les femmes du pays, mais surtout les femmes pauvres des communautés rurales.

E. Droits économiques, sociaux et culturels

32. Dans le contexte actuel d'extrême pauvreté et de sous-développement, la grande majorité des Sud-Soudanais ne peuvent exercer leurs droits économiques, sociaux et culturels, en particulier le droit à l'alimentation, à la santé, à l'eau propre et salubre, et à l'assainissement, à l'enseignement et à un logement convenable. De fait, 78 % de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté. L'analphabétisme est répandu: dans l'État de l'Unité, par exemple, seuls 4 % des enfants sont scolarisés. Le Soudan du Sud connaît l'un des taux de mortalité maternelle les plus élevés du monde et les indicateurs suggèrent que la prévalence du VIH est en hausse, ce qui est inquiétant. L'accès à l'alimentation est lui aussi extrêmement préoccupant: cinq États enregistrent des indicateurs de pré famine et 40 % de la population dépendent des rations alimentaires. Seuls 25 % de la population ont accès à l'eau salubre. Ces indicateurs devraient s'aggraver encore suite à l'afflux de personnes d'origine sud-soudanaise en provenance du Soudan.

F. Lacunes du cadre juridique de protection des droits de l'homme

33. Le Soudan du Sud a pris des mesures importantes mais insuffisantes pour créer un cadre juridique de promotion et de protection des droits de l'homme. Par exemple, l'Assemblée législative nationale a adopté une législation relative aux droits de l'homme en 2006 et le Gouvernement a engagé un large processus de consultation sur le projet de législation sur les partis politiques et les questions électorales. Mais il reste encore des textes de loi importants à adopter, notamment concernant les médias, la société civile et les services nationaux de renseignement.

34. Le Soudan du Sud est doté d'un système judiciaire pluraliste faisant coexister droit coutumier et droit écrit. Aux termes de l'article 5 c) de sa Constitution de transition de 2011, les «coutumes et traditions de la population» sont l'une des sources du droit du Soudan du Sud. La Constitution reconnaît l'application du droit coutumier par les tribunaux, sous réserve des dispositions prévues dans la Constitution et la législation, conformément à l'article 167 3). Les lois coutumières imposent des coutumes, des traditions et des normes contraires aux principes relatifs aux droits de l'homme reconnus dans la Charte des droits de la Constitution de transition du Soudan du Sud.

35. Le Soudan du Sud a adhéré aux Conventions de Genève en juillet 2012, mais il doit encore ratifier les principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, dont le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Par ailleurs, il n'est pas encore partie aux principaux instruments régionaux relatifs aux droits de l'homme tels que la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. La ratification des instruments internationaux marquera une étape importante vers l'instauration d'un climat favorable à la promotion et à la protection des droits de l'homme. Le Gouvernement s'est engagé à ratifier tous les principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme pour jeter les bases d'un cadre juridique national conçu pour protéger les droits de l'homme.

IV. Domaines prioritaires en matière d'assistance technique

36. L'assistance technique au Soudan du Sud dans le domaine des droits de l'homme sera fondée sur les politiques et programmes actuellement mis en œuvre par le Gouvernement du Soudan du Sud avec l'aide de la MINUSS, de l'équipe de pays des Nations Unies et des partenaires de développement du pays.

37. Des efforts et des fonds importants ont déjà été consacrés à l'élaboration d'un cadre juridique et politique donnant priorité à la protection des droits de l'homme. En août 2011, le Gouvernement a adopté le Plan de développement du Soudan du Sud pour la période 2011-2013, qui définit les priorités du nouvel État en termes de développement et d'édification de l'État, et considère les droits de l'homme et l'égalité entre les sexes comme des questions transversales.

38. En juillet 2012, l'équipe de pays des Nations Unies et le Gouvernement ont signé le Plan-cadre des Nations Unies pour le développement du Soudan du Sud, qui est aligné sur le Plan de développement du Soudan du Sud. L'un des objectifs est d'améliorer l'accès à la justice et l'État de droit, en particulier les principales fonctions gouvernementales se rapportant au système judiciaire, à l'application des lois et à l'administration pénitentiaire. En outre, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) apporte un soutien matériel et technique au Ministère de la justice, à l'appareil judiciaire, à la police nationale, à l'administration pénitentiaire et à la Commission des droits de l'homme.

39. La MINUSS appuie elle aussi les services de police, l'administration pénitentiaire, la justice civile et militaire, le secteur de la sécurité et la Commission des droits de l'homme via les bureaux spécialisés de la mission, notamment la police des Nations Unies, le Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité et la Division des droits de l'homme.

40. La MINUSS, en partenariat avec le PNUD, met actuellement en œuvre le projet relatif aux indicateurs de l'État de droit des Nations Unies, un instrument conçu pour suivre les variations de performance des institutions chargées de la justice pénale, notamment les institutions responsables de l'application des lois, les institutions judiciaires et les institutions pénitentiaires, et pour établir des valeurs de référence permettant d'évaluer les progrès accomplis. Le projet fournira un outil essentiel pour élaborer les futurs programmes de renforcement des capacités et d'assistance technique.

41. Le HCDH exécute son programme en matière de droits de l'homme au Soudan du Sud au travers de la Division des droits de l'homme de la MINUSS. La Division a pour mandat de suivre la situation des droits de l'homme et d'en faire rapport, et de fournir une assistance technique. Au sein de la Division, une unité spéciale a été créée pour les activités de coopération technique. Par ailleurs membre de l'équipe de pays des Nations Unies, la Division est essentiellement chargée à ce titre de poursuivre l'intégration des droits de l'homme dans les programmes humanitaires et de développement.

A. Cadre juridique

42. Les institutions participant à l'élaboration du cadre juridique du Soudan du Sud devraient recevoir un soutien adéquat pour garantir que la législation soit conforme aux obligations internationales du pays et pour veiller à ce que les processus de révision constitutionnelle et de réforme des lois soient inclusifs et transparents. Font partie de ces institutions, en autres, la Commission de révision constitutionnelle du Soudan du Sud, la Commission de réforme législative, le Ministère de la justice et l'Assemblée législative nationale.

43. La Commission de révision constitutionnelle, créée par l'article 200 de la Constitution de transition, est chargée de réviser la Constitution de transition. Elle doit être soutenue dans son travail pour pouvoir s'acquitter de son mandat, en particulier pour recueillir les vues et suggestions de toutes les parties prenantes et mettre en place, à l'échelon national, un programme d'information du public et d'instruction civique.

44. La Commission de réforme législative du Soudan du Sud est un organe constitutionnel indépendant créé par les dispositions de l'article 137 de la Constitution de transition pour développer, moderniser et réformer la législation. Il convient de l'aider à harmoniser son droit coutumier avec son droit national et les principes du droit international. Il convient également que d'autres pays dotés d'un système juridique pluraliste continuent de partager leur expérience avec le Soudan du Sud en communiquant leur doctrine et au moyen de conférences, de voyages d'étude et d'assistance technique. À cet effet, le Ministère de la justice a déjà créé à Rumbek le Centre de ressource du droit coutumier, une initiative qu'il faut soutenir plus avant.

45. La Direction générale des instruments et conventions internationaux du Ministère de la justice, en collaboration avec le Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, a fait part de sa volonté d'élargir ses connaissances sur les processus d'adhésion aux instruments internationaux et leur ratification. La Division des droits de l'homme de la MINUSS a donc organisé trois ateliers de formation sur le sujet, en février, mars et avril 2012, en collaboration avec la Commission des droits de l'homme, la Direction générale des instruments et conventions internationaux du Ministère de la justice,

le Département des droits de l'homme du Ministère des affaires étrangères et le Comité des droits de l'homme de l'Assemblée nationale. Suite à ces ateliers, les Nations Unies ont aidé le Gouvernement à créer un groupe de travail interministériel chargé d'examiner la législation et de procéder aux travaux préparatoires sur la ratification des instruments.

46. La Division des droits de l'homme de la MINUSS a dispensé des services techniques et consultatifs au Comité des affaires humanitaires de l'Assemblée nationale. Son aide a porté, notamment, sur l'examen juridique de la loi relative à la citoyenneté et des projets de loi sur les médias, qui visaient à harmoniser les projets de loi avec les normes internationales et régionales en matière de droits de l'homme. Par ailleurs, la Division s'est servi de son réseau de bureaux hors siège pour animer des ateliers de formation sur la promotion et la protection des droits de l'homme à l'intention des membres du parlement, en particulier ceux des États de l'Unité et du Bahr el Ghazal septentrional. Pour atteindre leur objectif de suivi des performances du pouvoir exécutif en matière de droits de l'homme et de problèmes humanitaires, les membres du Comité devraient bénéficier d'une formation complémentaire sur le droit international relatif aux droits de l'homme, d'un échange d'expériences avec les parlements des pays voisins et d'un renforcement des compétences en termes d'activités de promotion et de suivi.

B. Pouvoir judiciaire

47. En termes d'assistance au pouvoir judiciaire, les domaines prioritaires sont, notamment, la formation continue des juges, des procureurs et des juristes, l'aide juridictionnelle, les tribunaux itinérants et l'élaboration d'un cadre complet pour la justice des mineurs.

48. Les procureurs, juristes et juges du Soudan du Sud devraient bénéficier d'une formation continue en matière de législation pénale, de droits de l'homme nationaux et internationaux, et de droits des femmes. Par ailleurs, la plupart des juristes commencent leur carrière dès la fin de leurs études de droit alors que le pays n'a pas d'école de formation professionnelle. Aider à la création d'un institut de formation juridique améliorerait les compétences des juristes des ministères et autres institutions concernées.

49. La Division des droits de l'homme de la MINUSS a entrepris des actions expérimentales concernant l'application du droit coutumier du Soudan du Sud. Elle a mis au point et dispensé une série de programmes de formation à l'intention des autorités traditionnelles de l'État de l'Équatoria occidentale en vue de soutenir et de renforcer les droits de l'homme au travers d'interventions spécifiques axées sur les compétences et mécanismes juridictionnels desdites autorités. La MINUSS s'occupe également d'encadrer les auxiliaires de justice et les agents de probation, et de les former aux problèmes de détention prolongée et arbitraire. Ces programmes doivent être soutenus et mis en œuvre dans d'autres régions du pays.

50. L'aide juridictionnelle est un autre domaine nécessitant une assistance technique. Le Ministère de la justice est conscient du fait que la plupart des Sud-Soudanais ignorent qu'ils ont droit à l'aide juridictionnelle gratuite et le droit d'être représentés par un conseil dans les affaires pénales, civiles, foncières et familiales. Il est prévu que le Ministère de la justice élabore une stratégie en matière d'aide juridictionnelle pour la période 2012-2014.

51. Des membres de l'appareil judiciaire, des représentants du Ministère de la justice et des acteurs internationaux travaillant avec l'appareil judiciaire, conscients qu'il était peu probable que les tribunaux établis par la loi prennent de l'ampleur dans un avenir proche, se sont dits intéressés par la création de tribunaux itinérants au Soudan du Sud. Le droit d'accès à la justice ne saurait être réalisé sans mesures innovantes telles que les tribunaux itinérants.

52. Le Gouvernement reconnaît que le Soudan du Sud n'est pas doté d'un système de justice pour mineurs complet. La loi relative à l'enfance n'a pas encore été mise en œuvre et la Commission indépendante pour l'enfance doit encore être créée. Ni les procureurs ni les responsables de l'application des lois ne connaissent bien cette loi. Les unités de justice pour mineurs existant au sein du Ministère de la justice ont besoin d'être renforcées et un cadre politique global doit être élaboré pour la justice pour mineurs.

C. Police nationale du Soudan du Sud

53. La Police nationale du Soudan du Sud a besoin d'une aide durable pour s'acquitter de ses fonctions, qui sont de prévenir et combattre la criminalité, d'enquêter sur les infractions pénales, de faire respecter la loi, de maintenir l'ordre public, de protéger les personnes et les biens, et de faire respecter et appliquer la Constitution et la législation.

54. Trois cents membres de la police des Nations Unies sont installés dans les mêmes locaux que la Police nationale du Soudan du Sud, avec pour mission de transmettre leurs connaissances et leurs compétences. L'assistance technique aux forces de police est entravée par l'accès limité de la MINUSS à de nombreux lieux en raison des infrastructures insuffisantes. La police des Nations Unies, en collaboration avec les parties prenantes, a élaboré un plan stratégique de formation pour la période 2012-2015. Ce plan jette les fondements d'un développement institutionnel à long terme et s'appuie sur le Plan stratégique 2010-2013 de la Police nationale du Soudan du Sud et le Cadre du plan d'action 2011-2015. La Division des droits de l'homme de la MINUSS travaille en étroite collaboration avec la police des Nations Unies pour dispenser des modules spécifiques sur les droits de l'homme.

55. Les bailleurs et la communauté internationale devraient continuer d'appuyer l'assistance technique fournie par la police des Nations Unies et se concentrer sur les besoins prioritaires de la Police nationale du Soudan du Sud, notamment l'alphabétisation des fonctionnaires de police, le développement des infrastructures et la formation aux enquêtes criminelles, à la violence sexiste et aux droits de l'homme.

D. Administration pénitentiaire du Soudan du Sud

56. L'Administration pénitentiaire du Soudan du Sud n'est pas actuellement en mesure de remplir sa mission de répression, de rééducation et de réadaptation. Les acteurs internationaux travaillant sur le système pénitentiaire ont félicité l'Administration pénitentiaire pour sa connaissance des normes internationales en vigueur. Les principaux obstacles restent l'insuffisance de ressources et de capacités du personnel pénitentiaire, en particulier dans les États. L'évaluation des établissements pénitentiaires de tous les États effectuée en 2011 par la Division des droits de l'homme de la MINUSS a révélé des problèmes de surpopulation carcérale et d'insuffisance de nourriture et de soins de santé. La Section consultative pour les questions pénitentiaires du Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité de la MINUSS fournit à l'Administration pénitentiaire des conseils et une assistance technique, et a placé des conseillers dans les prisons du pays. Malgré cette aide, il est nécessaire de bâtir de nouvelles installations et d'assurer les capacités financières et humaines requises pour faire fonctionner les établissements pénitentiaires et respecter les normes internationales.

E. Commission des droits de l'homme

57. La Commission des droits de l'homme, créée en 2006 après la signature de l'Accord de paix global, a des fonctions de surveillance et de promotion. En matière de surveillance, elle a notamment pour mission d'enquêter sur les violations des droits de l'homme, de les suivre et d'en faire rapport. En matière de promotion, elle est chargée de l'éducation, la formation et la sensibilisation aux droits de l'homme. La Commission disposait à l'origine de bureaux locaux dans les 10 États. Mais en raison des mesures d'austérité actuelles, ces bureaux ont été régionalisés et seuls trois d'entre eux sont encore opérationnels. La Commission a mis en place un plan stratégique pour 2012-2015 et élaboré un plan de travail pour 2012.

58. La MINUSS a fourni un appui permanent à la Commission des droits de l'homme et le HCDH lui a affecté un consultant. Ce dernier a participé à la planification stratégique et au développement institutionnel de la Commission. Toutefois, cette dernière rencontre de nombreuses difficultés. Peu connue du public, elle ne reçoit pas beaucoup de plaintes et doit encore publier ses rapports sur les questions des droits de l'homme. Les membres de la Commission, s'ils sont motivés, ne reçoivent pas de formation à long terme sur les activités d'enquête, de suivi, d'établissement de rapports et de promotion, ni sur le droit relatif aux droits de l'homme. De plus, les infrastructures physiques de la Commission n'assurent pas des conditions de travail adéquates.

59. Si la Commission des droits de l'homme manque de financement pour toute une série d'activités, il n'est pas certain qu'elle aurait la compétence pour gérer efficacement des ressources supplémentaires. Même avec des ressources limitées, elle pourrait toutefois en faire davantage pour jouer un rôle de premier plan en matière de défense de droits de l'homme dans le pays. La Commission doit impérativement être indépendante du Gouvernement, et être perçue comme telle, et se montrer plus proactive en termes d'enquête sur les allégations de violations et de promotion auprès du public.

60. Une subvention au développement institutionnel pourrait améliorer les capacités de la Commission des droits de l'homme, sous réserve d'objectifs précis et d'une utilisation progressive, par étapes, des fonds. La subvention devrait également servir à promouvoir petit à petit l'émergence d'une Commission indépendante en employant les fonds pour recruter des employés en toute transparence, garantir l'inamovibilité de ses membres et publier des rapports sur les principaux problèmes en matière de droits de l'homme.

F. Programmes de sensibilisation à l'égalité des sexes

61. Le Gouvernement du Soudan du Sud a pris quelques mesures pour remédier à la discrimination et à la violence à l'égard des femmes, notamment en faveur de l'éducation des filles et d'une plus grande participation des femmes aux affaires publiques. Il reste encore beaucoup à faire, en particulier en termes d'éducation et de sensibilisation aux droits de l'homme. Avec un taux d'analphabétisme de 80 %, la plupart des femmes et des filles connaissent très mal leurs droits. Des programmes d'information sur les droits légaux des femmes et des filles seront indispensables pour remédier à des années de pratiques discriminatoires à leur encontre. Le Gouvernement doit encore confirmer son engagement en faveur de la promotion et la protection des droits des femmes en ratifiant les instruments et conventions s'y rapportant, dont la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et le Protocole de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples sur les droits des femmes en Afrique.

V. Conclusion et recommandations

62. Depuis la proclamation de son indépendance, le 9 juillet 2011, le Soudan du Sud a déployé d'importants efforts pour jeter les bases d'un nouveau pays et créer les institutions nécessaires pour répondre aux besoins de sa population. Dans le domaine des droits de l'homme, des progrès ont été accomplis à l'échelon institutionnel et législatif.

63. Des obstacles considérables restent toutefois à surmonter pour que la population sud-soudanaise vive dans un pays respectant pleinement ses droits fondamentaux. Ces obstacles sont la définition d'un cadre juridique approprié, la création d'institutions et/ou leur renforcement et la création d'un environnement propice à la promotion et la protection des droits de l'homme. Si les autorités nationales, au plus haut niveau, ont réaffirmé leur attachement à la promotion et à la protection des droits de l'homme, il reste d'importantes lacunes à combler.

64. Si la promotion et la protection des droits de l'homme incombent au premier chef au Gouvernement du Soudan du Sud, le HCDH prie instamment la communauté internationale d'aider les acteurs nationaux à donner effet aux recommandations suivantes:

a) Définir une stratégie précise en matière de droits de l'homme en élaborant un plan d'action national complet dans ce domaine, dont des objectifs, des indicateurs, des responsabilités hiérarchiques et des besoins budgétaires;

b) Garantir la présence de l'État sur tout le territoire national, y compris en termes de justice, protéger la population contre les violences et garantir le droit à réparation de tous les citoyens;

c) Adopter et mettre en œuvre une approche du développement axée sur les droits de l'homme en veillant à ce que les droits de l'homme soient intégrés dans les programmes et politiques;

d) Prendre toutes les mesures nécessaires pour élaborer un cadre juridique solide pour la promotion et la protection des droits de l'homme au Soudan du Sud, en particulier:

i) Ratifier les principaux instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme, dont le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;

ii) Veiller à ce que la législation nationale, dont la Constitution, soit pleinement conforme aux normes internationales relatives aux droits de l'homme;

iii) Veiller à ce que l'application du droit coutumier ne soit pas contraire aux normes internationales relatives aux droits de l'homme;

iv) Soutenir les institutions telles que la Commission de révision constitutionnelle, la Commission de réforme législative, le Ministère de la justice et le Comité des droits de l'homme de l'Assemblée nationale, et appuyer la mise en œuvre des recommandations des mécanismes de défense des droits de l'homme, dont celles issues de l'Examen périodique universel;

e) Veiller à ce que la lutte contre l'impunité soit une priorité. À cet égard, le Gouvernement devrait:

- i) **Réformer complètement le secteur de la sécurité pour mettre fin aux violations commises par les responsables de l'application des lois en dotant la Police nationale du Soudan du Sud des moyens nécessaires pour enquêter sur les infractions pénales et traduire les auteurs en justice;**
 - ii) **Soutenir le renforcement des capacités de l'appareil judiciaire et, en particulier, la formation des juges, des procureurs et des juristes, créer des dispositifs d'aide juridictionnelle et garantir le droit des victimes à réparation;**
 - iii) **Aider la Commission des droits de l'homme à remplir sa mission en lui apportant le financement et l'assistance technique appropriés;**
 - iv) **Appuyer l'Administration pénitentiaire du Soudan du Sud en veillant à ce qu'elle dispose des ressources et des capacités nécessaires pour garantir un service pénitentiaire respectant les normes internationales.**
-